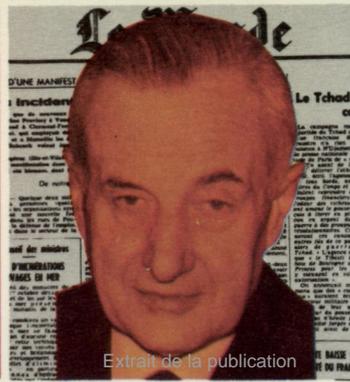


Pierre Mendès France

La vérité guidait leurs pas

Collection Témoins/Gallimard



Extrait de la publication



SOMMAIRE

L'homme d'État et le pouvoir

I. LES ANCÊTRES :

Jules Ferry
Émile Zola
Jean Jaurès

II. LE RISQUE :

Joseph Caillaux
Albert Dalimier
Aristide Briand
Édouard Herriot
Pierre Viénot

III. LA TOURMENTE :

Léon Blum
Winston Churchill
Charles de Gaulle

IV. LA FIDÉLITÉ :

Georges Gombault
Hubert Beuve-Méry
Georges Boris

Où en sommes-nous?

**L'HOMME D'ÉTAT
ET LE POUVOIR**

*Pour fonder la République,
il faut la faire aimer.*

Saint-Just

Les hommes politiques dont il sera question plus loin ont laissé des souvenirs et des impressions singulièrement variés et même contradictoires au premier abord; cependant, les pages qui leur sont consacrées ici peuvent être réunies parce qu'elles traduisent, sans même que j'en aie toujours eu conscience au moment où je les rédigeais, une même conception de leur mission et de leurs responsabilités.

Leurs portraits, tels qu'on va les lire, ne sont pas le fruit d'un choix médité. Ce sont les circonstances, voire des hasards, qui m'ont conduit à témoigner du sens que leur action revêtait à mes yeux. Je pourrais en nommer d'autres qui n'ont pas moins compté pour moi; le message qu'ils nous ont laissé les désignait à prendre place parmi ceux qui figurent dans ce recueil. Dans d'autres domaines que ceux de Jaurès et Briand, avec d'autres convictions mais avec la même ténacité, Clemenceau et Poincaré ont laissé des enseignements auxquels j'ai souvent réfléchi. Comment, à Léon Blum et à Pierre Viénot, ne pas associer Jean Zay, dans le même combat, jusqu'à l'ultime sacrifice, pour le progrès social, pour la dignité de l'homme — lui qui fut mon camarade de lutte politique et de prison, mon

compagnon et mon ami? Je regrette que tous ne se retrouvent pas dans les pages incomplètes qui suivent.

En sens contraire, on sera peut-être surpris de rencontrer ici des figures dont le souvenir s'est estompé. Car la vie use et rejette les hommes et semble ne réserver qu'à quelques-uns un sort privilégié; pour ceux-là, la vieillesse n'est pas l'étape qui achemine à l'effacement, mais plutôt la transition qui les conduit à la place où l'Histoire les accueillera; les années dégagent plus complètement les aspects de leur personnalité qui demeure liée au destin de la Nation; la mort, elle-même, à sa manière, respecte ces existences dont l'image s'épure selon le dessin que le futur en retiendra; leur exemple servira de modèle ou, en tout cas, de précédent, parce que leur comportement a façonné des usages et jusqu'à des institutions, qu'il continuera de peser dans l'opinion en faveur des causes qu'ils ont servies et que d'autres prolongeront la même lutte, en ne cessant pas de s'appuyer sur eux. Or cela n'est pas seulement de ceux qui ont été célèbres et ont laissé une trace brillante ou éclatante. Beaucoup plus nombreux sont ceux qui ne tenaient pas les premières places sur le devant de la scène et qui sont parfois, aujourd'hui, des inconnus; ils savaient que l'Histoire ne retiendrait pas leurs noms et cependant ils ont contribué à la faire tant par l'effort collectif auquel ils participaient que par des influences individuelles, souvent de grande importance. A leur façon, avec un rayonnement moindre, ils ont conditionné l'avenir. C'est pourquoi, en réunissant ces pages, je n'ai pas voulu les oublier. Si des désaccords ou des conflits m'ont opposé à tels d'entre eux, je sais qu'ils ont été des interlocuteurs ou des exemples ou des maîtres et qu'ils ont, eux aussi, influencé leur région, leur parti, leur milieu, comme ils m'ont influencé moi-même.

J'ai médité les actions, les mérites — et aussi les succès et les échecs — de mes anciens, j'ai approché quelques-uns d'entre eux. J'ai essayé de comprendre et d'appliquer à notre temps les leçons de leurs vies si diverses; car, malgré les apparences, elles sont actuelles ou, en tout cas, actualisables. Ainsi, j'ai appris que, s'ils ont bien interprété les réalités et les données de leur époque, s'ils ont préconisé des solutions en rapport

avec ses besoins profonds, ces solutions l'ont toujours emporté avec eux ou sans eux ou après eux. L'Empire et même la Restauration ont cristallisé les structures créées par la Révolution française; il n'a jamais plus été question de reprendre la terre aux paysans; le système fiscal de la Révolution, très approprié à l'économie d'alors, a été utile pendant un siècle et plus; le partage du pays en départements (qui, de nos jours, demande sans aucun doute à être revu et réformé) représentait, lui aussi, à ce moment, un effort indispensable pour homogénéiser la Nation. Tout cela, ni l'Empire ni la Restauration ne l'ont abrogé; ils l'ont, au contraire, consolidé. On pourrait multiplier les exemples et en tirer plus d'un des cinquante ou cent dernières années.

Le siècle qui est évoqué plus loin a été dominé par les débats de consolidation de la République. Il ne faut donc pas s'étonner si ses combats ont été, avant tout, ceux de la démocratie politique. Aujourd'hui, un vaste terrain a été conquis, l'idée démocratique traditionnelle peut et doit être approfondie et complétée, d'autres réalisations deviennent possibles et c'est ce qui explique la maturation du socialisme. C'est un fait que les hommes politiques des générations précédentes étaient fort ignorants de l'importance des questions économiques; je leur en ai souvent fait le reproche. Sans doute, des socialistes s'étaient déjà exprimés, surtout au cours du dernier tiers du XIX^e siècle; mais ils demeuraient minoritaires et isolés et leurs analyses pénétraient encore très peu dans la psychologie populaire et dans les enceintes politiques. Des hommes comme Jaurès ou comme Léon Blum, profondément socialistes, sans aucun doute, durent consacrer, en fait, le principal de leurs forces à des luttes (comme l'affaire Dreyfus, par exemple) qui ne l'étaient pas ou peu¹; et cela apparaît inévitablement dans leurs biographies et dans celles de leurs contemporains. De notre temps, les buts que poursuivent les démocrates et les socialistes ne sont pas d'une autre

1. L'explication tirée de la vie et des enjeux de l'époque me paraît plus exacte et historiquement plus valable que la distinction faite par Léon Blum lui-même entre exercice du pouvoir et conquête du pouvoir, distinction qui, je l'avoue, n'a jamais été très claire pour moi.

nature, mais le monde que nous connaissons a mûri et progressé; la démocratie (même si elle est dévoyée par certains qui n'en respectent que les formes extérieures) n'est plus contestée ouvertement dans son principe, ce qui nous permet d'aller plus avant, d'ouvrir de plus larges perspectives. La III^e et la IV^e République ont constitué comme une transition. J'en ai vécu une partie. Lorsque je relis les témoignages et les commentaires que le lecteur va trouver plus loin, je vois que je me bats aujourd'hui sur un terrain qui n'est plus tout à fait semblable à celui d'hier. Mais mes convictions profondes n'ont pas changé; je crois plus fort que jamais à des principes de vie, à une vérité qui demeurent les mêmes. Toutefois l'objet de nos efforts s'est déplacé, des buts ont été atteints ou dépassés, d'autres s'imposent maintenant. La fin du xx^e siècle est à la recherche d'un cadre de vie plus juste et plus humain pour l'ensemble des activités collectives et sociales. Ceux qui ont éclairé la route — dans le contexte de leur temps — ne méritent pas moins notre souvenir et notre affection. Si, aujourd'hui, le combat socialiste est le devoir des hommes de progrès, le combat républicain n'a pas perdu son actualité. C'est parce que j'en suis bien persuadé que le rassemblement des évocations d'un passé encore récent conserve sa valeur et sa portée pour l'avenir et que ce livre se veut aussi un livre militant.

Dans nombre de pays, on constate comme un effritement de la démocratie représentative, de la forme républicaine de gouvernement. Devant la violence des déchirements et des affrontements présents ou redoutés, on est tenté, semble-t-il, de se détourner des mécanismes, jugés trop lents et trop lourds, de la démocratie politique (que certains qualifient ironiquement de formelle) pour revenir à des méthodes, plus simples ou plus simplistes, d'organisation des rapports entre les citoyens et le pouvoir.

A cet égard, les risques sont, somme toute, assez voisins dans certains refus gauchistes (« élections-trahison »), dans les rêves de « démocratie directe » que caressent des militaires, qu'ils soient rétrogrades ou progressistes, ou encore dans la fascination qu'exerce le système présidentiel ou présidentialiste et qui, en réalité, peut être une marche vers la concen-

tration du pouvoir entre les mains d'un seul homme, vers le règne de l'arbitraire et de l'autoritarisme. Je reviendrai sur ces inquiétudes.

Des hommes se sont battus pour assurer des fondations à un régime républicain, équilibré, contrôlé et dont on voudrait croire qu'il va de soi maintenant, qu'il fait partie d'un acquis irréversible. Pourtant jamais depuis qu'ils ont vécu, la lutte pour la République n'a perdu de sa nécessité et de sa vérité. Ceux qui veulent conjuguer l'égalité et la liberté, construire le socialisme à visage humain, doivent toujours mettre et remettre au premier plan le souci et l'exigence de la démocratie politique. C'est, on le verra, à un autre niveau, avec d'autres problèmes, l'effort d'hier qu'il faut poursuivre et prolonger.

L'HOMME D'ÉTAT ET LES STRUCTURES

Des interprétations déterministes de l'Histoire se sont largement répandues qui appellent une explication préalable de ma part.

Pour certaines écoles sociologiques françaises et américaines, le pouvoir tel qu'on l'entend habituellement, c'est-à-dire, la capacité de changer volontairement le cours des choses, n'existe pas vraiment. Il n'y a que les exigences du fonctionnement de la collectivité et de sa reproduction. Dans cette optique, le pouvoir est partout et nulle part, dispersé dans le système social entre un grand nombre d'hommes, d'institutions, d'organismes (président de la République, gouvernement, bureaux d'administration et surtout structures déterminantes, monopoles, classes, syndicats, etc.) exerçant des fonctions, en fait, régulatrices.

D'autres, plus marxistes que Marx lui-même, n'acceptent de parler de pouvoir qu'en référence à des forces structurées (capitalisme, impérialisme, etc.).

Par rapport à la rigueur quasi automatique d'interventions de natures économiques, financières ou sociales, les orga-

nes politiques se borneraient à formuler en lois et en décrets des transformations déjà arrivées à maturité et à enregistrer les impulsions données par les événements et par les groupes les plus puissants; les autorités en place se contenteraient en fait de les subir et d'officialiser leurs décisions; les partis seraient sans liberté de choix, et sans action réelle (le visible désenchantement de plusieurs d'entre eux montrerait à quel point ils en sont conscients). Le phénomène, au surplus, serait général et les chefs d'État comme les élus, en Amérique comme en Europe, dans les pays riches comme dans le tiers monde, n'auraient d'influence et de moyens que sur des aspects superficiels de la politique.

Et il est vrai que la liberté d'action des hommes politiques et des gouvernements est limitée. D'évidence, ils ne peuvent pas, d'un instant à l'autre, gonfler massivement le volume de la production nationale ou réviser de fond en comble sa répartition, bouleverser les relations des groupes sociaux entre eux, changer la qualité de la vie, résoudre des crises comme celles de l'école, de l'agriculture ou de la monnaie, faire prévaloir, face aux autres nations, les décisions qui, de leur avis, consolideraient la paix et favoriseraient la promotion et le bonheur des peuples. Toute action est lourdement embarrassée — en France plus encore peut-être que dans d'autres pays d'Europe occidentale — par l'enchevêtrement d'institutions rigides, tantôt légales (par exemple, la loi française de 1920 sur la contraception qui n'a été abrogée qu'en 1975), tantôt plus ou moins illicites (par exemple, l'organisation des marchés des principaux produits de base), toujours orientées vers le maintien, la prolongation, voire l'aggravation des équilibres préexistants et des avantages qu'ils procurent à telle ou telle classe. Les dirigeants ne peuvent pas ne pas tenir compte de multiples données humaines et matérielles, locales ou mondiales qui sont, sinon inaltérables, tout au moins difficiles et lentes à remanier, à corriger ou à extirper.

Au cours des dernières périodes, nous avons assisté à une emprise accrue des puissances industrielles et financières sur l'État et sur son appareil. Il n'est pas indifférent de relever qu'elle s'est traduite par un renforcement des exécutifs au

détriment d'assemblées plus ou moins représentatives; ces dernières, sensibles aux pressions des catégories nombreuses (ouvriers, paysans, fonctionnaires, petite bourgeoisie, etc.) ont été privées en partie de leurs moyens, au profit d'équipes, d'administrations, de bureaux, de gouvernants où les grandes sociétés, que l'on désigne généralement sous le nom de monopoles ou de multinationales, trouvent des interlocuteurs amis, compréhensifs, voire complaisants. La V^e République ne cherche pas à dissimuler sa volonté d'exercer son effort en faveur de la concentration et de l'industrialisation, conçues sous forme de création d'unités de production considérables, si possible « de taille internationale »; le degré d'indépendance de l'État par rapport aux milieux d'affaires n'a plus beaucoup de sens puisqu'ils sont pratiquement associés. Si des tensions se produisent entre une importante entreprise et un service officiel, ce sont des reflets de ces conflits épisodiques qui peuvent éclater entre des groupes d'intérêts divers, au sein même des structures dominantes.

Ce tableau peut conduire des citoyens au désengagement et à la passivité. Et c'est tout le problème de la transformation volontariste de la société qui est ainsi posé. Certains pensent que des réformes sérieuses ne peuvent s'opérer qu'à travers une révolution totale; des jeunes hommes passionnés en arrivent à être convaincus qu'une phase préliminaire de destruction pure et simple est à la fois inévitable et essentielle, au point qu'ils ne cherchent même pas à définir les mutations auxquelles ils aspirent, la forme et le contenu de la société qu'ils rêvent d'instaurer. « On verra après. » Convenons-en, les partis qui se recommandent du réformisme ont souvent contribué à confirmer cet état d'esprit par leur impuissance à analyser les problèmes de notre siècle, à élaborer des solutions crédibles et à les faire passer dans la réalité. Et ni le Front populaire en 1936, face à une crise économique et sociale dramatique, ni la Résistance et les partis unis au lendemain de la Libération, face aux tâches de la reconstruction et de la rénovation, ni le Front républicain de 1956, face aux échéances de la décolonisation, n'étaient suffisamment conscients de l'ampleur des difficultés et de la nécessité d'un plan précis et

rigoureux pour les affronter. De là, leur vulnérabilité. Malgré des réalisations — qui, pour une part, restèrent heureusement irréversibles — les déceptions, économiques surtout, furent telles que les formations hostiles purent bientôt reprendre l'offensive et arrêter la marche vers la justice et le progrès. Ces expériences ne doivent pas être oubliées; plus que par la fidélité à un vocabulaire et à des schémas dont les intentions socialistes demeurent, certes, valables, mais qui appellent des adaptations et des mises à jour, les hommes de la gauche doivent, aujourd'hui, se préparer aux luttes et aux épreuves et à l'exercice du pouvoir, par une étude stricte et honnête des problèmes, par la recherche et par l'explication loyale et courageuse de la vérité, des possibilités ouvertes, des conditions techniques et politiques du succès, des limites et des délais qui s'imposent. C'est dans cet esprit que l'homme d'État réfléchit aux questions qui se posent et refuse de se fier à leurs aspects immédiats ou à leur impact électoral.

Le laborieux mûrissement des solutions commence donc dans l'opposition et il n'est pas sans provoquer réticences et méfiances. On redoute, ici ou là, qu'il conduise à accepter le cadre de notre société qu'on veut cependant changer; au conditionnement résultant des structures actuelles, s'ajouterait alors une déviation technocratique qui conduirait, pour finir, aux renoncements. Ce risque est dans la nature des choses. Les révolutionnaires les plus ardents, qu'ils le veuillent ou non, sont les héritiers du passé et du présent qu'ils condamnent; ni les hommes de 1789, ni ceux de 1917 n'ont remplacé, d'un jour à l'autre, le régime antérieur par celui qu'ils rêvaient d'instaurer; ils ont dû compter avec des habitudes de pensée et de mœurs, avec les intérêts installés, les uns respectables, d'autres scandaleux (et qui savent, à l'occasion, se faire protéger paradoxalement par la masse même de leurs victimes, si faciles à inquiéter et à dresser contre les innovations). La puissance de résistance et de survie des situations issues du passé, les régimes nouveaux l'éprouvent toujours¹. Khroucht-

1. Il y a un autre danger qui ne doit pas être sous-estimé. L'homme politique appelé au gouvernement, s'il y arrive insuffisamment préparé et déterminé, risque de s'en remettre, consciemment ou non, aux avis de ceux qui vont l'entourer, des hauts

chev se plaignait, il y a dix ans, que la majorité des étudiants soviétiques soient, malgré la révolution russe et tous les efforts postérieurs, des « fils de » (fils et petits-fils de combattants de 1917 et des années suivantes, de secrétaires du Parti, d'ingénieurs ou d'académiciens, etc.); les Chinois de Mao, cherchent inlassablement à détruire les couches privilégiées nouvelles, les bureaucraties, par la Révolution culturelle et d'autres brassages semblables, par des systèmes d'enseignement originaux et dont l'efficacité reste à démontrer; plus près de nous, grâce à des mécanismes sociaux qu'on a qualifiés de « diaboliques », les classes aisées profitent plus largement que les autres des réformes de l'enseignement, de la Sécurité sociale, ou du logement populaire.

C'est compte tenu de ces servitudes obstinément renaissantes, qu'il nous faut travailler avec détermination, sans cesser d'être crédibles, affirmer les changements profonds et à long terme auxquels nous aspirons (même si l'on doit parfois se faire accuser d'irréalisme; mais la part du rêve n'est-elle pas un des moteurs de l'Histoire?), en offrant dans l'immédiat les étapes, les transformations qui peuvent être atteintes. Une volonté intransigeante doit s'employer à tirer parti de chaque chance offerte, assurer le plein effet des mesures prises, pour qu'elles ne soient pas vidées des conséquences qu'on en attend. Tâche ingrate pour que soient créées, dès le début, des conditions nouvelles, soubassements des améliorations postérieures; et celles-ci devront, le plus vite possible, en élargir la portée, pour que reste mobilisée la volonté populaire dont la déception condamnerait les tentatives ultérieures.

fonctionnaires, des techniciens — qui ont travaillé jusque-là avec des gouvernements dont les intentions étaient différentes des siennes; impressionné, influencé, séduit par la compétence de ses collaborateurs, il va, peut-être, renoncer en fait à insuffler à l'administration dont il a la charge un esprit renouvelé et devenir le porte-parole de bureaux qu'il ne domine pas. Insensiblement, il va peut-être mettre son autorité, la confiance dont il est entouré au service de thèmes auxquels il s'opposait hier; le pays voit alors que la politique antérieure se prolonge sous le couvert de l'équipe qui était chargée d'y mettre un terme. Le moteur se grippe, l'expérience entreprise dans l'espoir est en danger et risque d'échouer.

A la mesure de l'humilité et du respect dont il fait preuve à l'égard de la volonté populaire, un ministre doit savoir imposer son commandement à ceux à la tête desquels il peut être placé lorsque de nouvelles attributions lui sont confiées.

Quelque affection que j'aie nourrie pour Herriot et pour Léon Blum, quelque gratitude que je conserve à leur apport historique, pourquoi n'avouerais-je pas qu'ils me semblent avoir été amenés à composer par moments avec des forces adverses? Le Front populaire a fait voter les transformations de 1936 qu'on n'a pas le droit de sous-estimer; de même que les hommes de la Résistance et de la Libération ont fait aboutir des changements sur l'essentiel desquels on n'est pas revenu plus tard¹. Mais chaque fois une partie des conquêtes sociales a été reprise en quelque sorte; il serait, certes, injuste de ne pas reconnaître la valeur et la portée de ce qui est resté acquis; seulement, l'impatience et l'appui du pays auraient permis d'aller plus loin; un affaiblissement s'est produit et un certain découragement d'un peuple dont l'espoir faisait la force.

Si, dans ces circonstances et d'autres, ses leaders ont pu, malgré tout, jouer un rôle positif, c'est parce qu'ils répondaient à des besoins largement ressentis. Ils exprimaient le courant qui traversait les masses, en même temps qu'ils le conduisaient vers les résultats; s'ils n'ont pas toujours apporté des plans d'action plus complets, grâce auxquels ils seraient allés plus avant vers la justice et le socialisme, ils étaient néanmoins les interprètes authentiques des sentiments et des impulsions du grand nombre.

Certains — optimistes ou sceptiques? — diront que les transformations se seraient produites en tout cas, qu'elles s'imposent chaque fois par le fait d'une sorte de maturation naturelle; il suffirait alors d'attendre paisiblement leur venue. Eh bien! non, trop de résistances se manifestent à chaque instant. Et, même si l'on croit à la gestation progressive d'une vie nouvelle qui va naître, c'est encore une vigilance d'accou-

1. 1936, c'est l'augmentation du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et de la classe paysanne, la relance économique, la nationalisation de la Banque de France, celle des industries d'armement, les conventions collectives, la reconnaissance du rôle des syndicats et des délégués ouvriers, la loi de 40 heures, les congés payés, etc.

1945-1946, c'est le droit de vote des femmes, la nationalisation d'un certain nombre d'industries et de banques, la Sécurité sociale, la première ébauche de la planification, etc.

cheur qui reste indispensable. Le service qu'ont rendu les réformateurs du passé, c'est d'avoir hâté des mutations qu'attendaient et appelaient les exigences populaires conscientes ou inconscientes.

La politique gouvernementale peut à chaque instant tendre à la consolidation des privilèges ou, au contraire, à l'extension de la démocratie; elle peut être résignée à l'injustice comme elle peut être animée d'une volonté irréductible de progrès; et, dans ce cas, ce seront des injustices, des misères en moins. Un homme d'État se juge et se mesure à ce qu'il a voulu et pu faire à cet égard, à l'influence qu'il a exercée sur les réalités, aux effets concrets de son œuvre.

On objectera encore que l'action des hommes ne peut avoir, en tout état de cause, qu'une portée restreinte. Outre que c'est contestable, oublierait-on les cas nombreux dans lesquels des erreurs politiques ont compromis des occasions favorables et retardé des dénouements? Nos guerres coloniales des trente dernières années en ont fourni des preuves tragiques. A l'inverse, les efforts déployés au service d'évolutions attendues, ont vu leur rendement multiplié. Tel est le cas, dans l'ordre économique, lorsque les améliorations apportées chaque année sont aussitôt réinvesties pour desserrer des goulots d'étranglement, maîtriser des noyaux de résistance, renforcer des pôles de développement, assurer un autre style de vie; c'est ainsi qu'auraient pû être atténuées bien des souffrances, créés de nouveaux moyens de bien-être, résolus, au moins en partie, des problèmes aigus, si nous avions su éviter, depuis la guerre, qu'une part même minime du revenu national — ne serait-ce que 1 ou 2 % — au lieu d'être dilapidée au hasard des intérêts particuliers, de la poursuite du profit commercial à courte vue, du prestige ou du luxe — soit ajoutée à ce qui était affecté avec tant de ladrerie à la santé, à l'enseignement, à la recherche, à la lutte contre la pollution, à la transformation d'exploitations agricoles désuètes. Les grands chefs de la politique et des affaires et les majorités qui les soutenaient, ont fait de mauvais choix; s'ils avaient exercé leur pouvoir dans d'autres sens, nous en aurions eu le bénéfice; ils n'étaient pas privés de toute possi-

Pierre Mendès France

La vérité guidait leurs pas

Les ancêtres : J. Ferry,
E. Zola, J. Jaurès.

Le risque : J. Caillaux,
A. Dalimier, A. Briand,
E. Herriot, P. Viénot.

La tourmente : L. Blum,
W. Churchill, Ch. de Gaulle.

La fidélité : G. Gombault,
H. Beuve-Méry, G. Boris.

Ce livre est loin d'un auto-
portrait : un recueil de
témoignages, chacun suscité
par les circonstances, sur
des personnalités profon-
dément différentes les unes
des autres. Leur réunion
est pourtant l'occasion d'une
méditation inédite, per-
sonnelle et actuelle sur une
image unique : celle que
Pierre Mendès France a
donnée de lui-même,
l'homme public au service
de la vérité.

Inspiré par l'exemple des
autres, ses ancêtres et ses

prédécesseurs, ses pairs et
ses interlocuteurs, jamais
peut-être Pierre Mendès
France n'avait encore
exprimé ses convictions et
ses espérances avec autant
de ferveur communicative.

Sur le rôle de l'homme
d'État dans une démocratie,
sur l'action gouvernementale
et la décision politique, sur
la place du citoyen dans la
démocratie nationale, sur
les moyens de l'information
et le contrôle de l'opinion,
Pierre Mendès France ne se
contente pas de donner à sa
pensée de toujours une
expression d'une sincérité
sans égale. C'est aux pro-
blèmes d'aujourd'hui et de
demain qu'il applique les
leçons d'hier, à la construc-
tion de la démocratie socia-
liste qu'il ne cesse de songer,
s'adressant d'abord à la
jeunesse et à la gauche pour
leur rappeler, comme disait
Saint-Just, que « pour fon-
der la République, il faut
d'abord la faire aimer ».

COLLECTION TÉMOINS

Entre le journalisme et
l'essai, le reportage et l'étude,
l'enquête et l'analyse, *Té-
moins* réunit des ouvrages
hors série où les grands
problèmes d'aujourd'hui appa-
raissent sous un angle
inattendu.

Tantôt ce sont des docu-
ments bruts : mémoires,
interviews, enregistrements
au magnétophone, comme
Mon Septennat de Vincent
Auriol ou *La Vida* d'Oscar
Lewis ; tantôt des récits ou
correspondances qui livrent,
encore chaude, l'expérience
toute crue de l'auteur : *Les
Frères de Soledad* de George
Jackson ou *L'Aveu* d'Artur
London.

Des livres d'actualité que
l'on pourra relire demain.
Issus de tous les horizons
politiques ou sociaux, litté-
raires ou scientifiques, ils
voudraient traduire la sensi-
bilité de notre époque et
composer le dossier du
monde contemporain.

Extrait du catalogue :

Castaneda Carlos :
Voir.

Les enseignements
d'un sorcier Yaqui.

Le voyage à Ixtlan
Les leçons de don Juan

Histoires de pouvoir

London Artur : *L'Aveu.*
Dans l'engrenage du procès
de Prague.

Kouznetsov Edouard :
*Journal d'un condamné
à mort.*

Pasqualini Jean :
Prisonnier de Mao.
Sept ans dans un camp
de travail en Chine.

Mandelstam Nadejda :
Contre tout espoir.
Souvenirs I, II et III.

nrf

Jules Ferry <i>Photo Harlingue- Viollet</i>	Jean Jaurès <i>Collection Viollet</i>	Émile Zola <i>Photo Harlingue- Viollet</i>
Aristide Briand <i>Photo Roger-Viollet</i>	Édouard Herriot <i>Photo A.F.P.</i>	Winston Churchill <i>Photo Atlantic Press</i>
Charles de Gaulle <i>Photo Keystone</i>	Hubert Beuve-Méry <i>Photo Keystone</i>	Léon Blum <i>Photo Roger-Viollet</i>